



HAL
open science

Le Mystère May

Agnès Alexandre-Collier

► **To cite this version:**

| Agnès Alexandre-Collier. Le Mystère May. Politique internationale, 2017, 155, pp.17-31. <hal-01556004>

HAL Id: hal-01556004

<https://hal.science/hal-01556004v1>

Submitted on 15 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

LE MYSTERE MAY

Article de Agnès ALEXANDRE-COLLIER
Professeur de civilisation britannique contemporaine

Agnès Alexandre-Collier*

* Professeur de civilisation britannique contemporaine à l'université de Bourgogne Franche-Comté (Dijon). Auteur, entre autres publications, de : *La Grande-Bretagne eurosceptique ? L'Europe dans le débat politique britannique*, Éditions du Temps, 2002 ; *Anatomie des droites européennes* (avec Xavier Jardin), Armand Colin, 2004 ; *Les Habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britanniques (1990-2010)*, Presses de Sciences Po, 2010 ; *Les Partis politiques en Grande-Bretagne* (avec Emmanuelle Avril), Armand Colin, 2013.

Le Mystère May

« Theresa May or May not » ou encore « Theresa May-be one day I'll express an opinion » (« Theresa-peut-être-qu'un-jour-j'émettrai-un avis ») (1) : tels sont les surnoms dont la presse n'a pas tardé à affubler Theresa May, depuis que la communauté internationale a fait connaissance avec le nouveau premier ministre britannique, quelques semaines après le référendum sur le Brexit. Une image d'indécision qui tranche a priori avec la détermination légendaire de l'autre femme à avoir occupé ce poste au Royaume-Uni, celle qu'on surnommait dans les années 1980 la Dame de fer ou encore TINA (pour « There is No Alternative »). Pourtant, les comparaisons entre Margaret Thatcher et Theresa May n'ont pas manqué. Comme si le simple fait d'être une femme et d'accéder aux plus hautes fonctions gouvernementales suffisait à les couler toutes deux dans le même moule. Il est vrai que Theresa May apparaît comme une femme très secrète qui refuse de se dévoiler dans les médias. C'est ce mystère qui nourrit toutes sortes de spéculations plus ou moins fantasques. Mais la réalité est plus prosaïque : elle révèle des différences significatives avec Margaret Thatcher et un projet politique plus clair qu'il n'y paraît.

Une femme aux multiples visages

Petite-fille de domestiques, fille de pasteur anglican, issue d'une grammar school, publique mais sélective, May aime se présenter, à l'instar de Thatcher, comme un pur produit de la méritocratie. Comme la « fille de l'épicier » - pour reprendre l'expression de Valéry Giscard d'Estaing -, elle est le symbole d'une classe politique qui gravit les échelons à force de travail et de volonté mais qui reste minoritaire au sein d'un parti conservateur traditionnellement dévoué à l'upper class - une caste élevée dans des public schools hors de prix et ultra-élitistes. Comme Thatcher, elle parvient à étudier à Oxford. Elle choisit la géographie et fréquente la prestigieuse Oxford Union, forum de débats et de conférences où les principaux dirigeants du pays ont fait leurs classes. C'est d'ailleurs Benazir Bhutto, futur premier ministre du Pakistan, qui présente Theresa May à son futur époux Philip May. Celui-ci devient le centre de son existence lorsqu'elle perd ses parents coup sur coup à l'âge de 25 ans (son père d'un accident de voiture et sa mère, un an plus tard, de la sclérose en plaques). Le couple n'aura pas d'enfants.

Les biographies de May convergent toutes vers l'image d'une jeune fille très studieuse, un peu rigide, issue d'une éducation empreinte de valeurs victoriennes. Elle s'est toujours tenue éloignée des clubs de la jeunesse dorée, semi-aristocratique et décadente - comme le Bullingdon Club - dans lesquels David Cameron et son chancelier de l'Échiquier, George Osborne, passaient leurs soirées. Bref, la jeune Theresa renvoie l'image un peu austère d'une anglicane pratiquante, amatrice de cuisine et de cricket, souriante et pleine d'esprit mais sérieuse et peu conviviale - une image qui contraste avec ses tenues extravagantes que la presse commente avec délectation.

Quel journaliste ou quel caricaturiste n'a pas évoqué, comme s'il s'agissait de son principal attribut, ses fameuses chaussures en léopard ni spéculé sur ce qu'elles disent du personnage ? Pour les uns, c'est un indice de féminité et le signe qu'elle n'a pas besoin de faire semblant d'être un homme pour être prise au sérieux. Pour les autres, c'est un simple accessoire destiné à détourner l'attention des médias sur des détails qui lui permettent de garder ses distances et de ne pas se dévoiler. Pour sa biographe, enfin, c'est un moyen de sortir de sa zone de confort, de montrer qu'elle n'est pas la femme qu'on croit et qu'elle sait prendre des risques (2).

Sa popularité a, en effet, pris un tour inattendu lorsque, en 1999, celle qui était alors membre du Cabinet fantôme s'est retrouvée à partager la vedette avec une homonyme de neuf ans sa cadette - Teresa May sans le « h » - qui n'était autre qu'une star de films porno. Loin d'être gênée par la confusion et face à des électeurs eux-mêmes perdus et impressionnés par le chemin parcouru par la députée depuis les studios de films X jusqu'à la Chambre des communes (!) (3), elle a saisi cette occasion pour casser son image un peu austère en expliquant qu'il s'agissait de deux personnes différentes et en déclarant, non sans ironie, lors d'une interview : « Je dois admettre que je n'ai jamais vu aucune des choses auxquelles Teresa est associée. C'est à elle de décider comment elle souhaite gagner sa vie. Elle doit trouver un peu bizarre que quelqu'un éprouve de la satisfaction à gagner sa vie en faisant de la politique. Teresa a choisi une carrière, elle s'y consacre et je suis sûre qu'elle fait bien son travail. » (4).

Dans un milieu politique qui se déroule tout autant dans l'enceinte de la Chambre des communes que dans les bars de Westminster, le fait de ne pas boire d'alcool et de ne pas fréquenter les salons parlementaires relève presque de la provocation. Fidèle à ses habitudes de jeunesse, Theresa May se tient également éloignée des « clubs » du parti. Au début des années 2000, elle quitte d'ailleurs le fameux Carlton Club auquel appartient tout député tory digne de ce nom, sous prétexte que celui-ci accepte les femmes uniquement en tant que membres associés et non à titre principal. Elle déclare alors à la presse : « Je n'aime pas le fait que les femmes qui sont membres associés soient traitées comme des citoyens de seconde classe » (5), affichant déjà une réputation de féministe qui ne la quittera plus.

La modernisatrice

Theresa May entame sa carrière politique en 1997. Cette année-là, elle remporte la circonscription de Maidenhead, dans le Berkshire (6), sous l'étiquette d'un parti qui ne compte à l'époque que 13 femmes députées dont 5 nouvelles élues. Jusqu'en 2010, elle passe pour la femme politique qui inspire la modernisation du parti conservateur dont David Cameron apparaîtra comme le fer de lance lorsqu'il en prendra la tête en décembre 2005. May reste surtout célèbre dans l'histoire du parti comme celle qui a oeuvré à la « décontamination » de la marque « conservatrice ». Cette stratégie consistait à améliorer la représentativité d'une formation décrite comme « pale, male and stale », c'est-à-dire largement dominée par une base parlementaire blanche, masculine et âgée. « Il y a plus d'hommes prénommés David au sein du Cabinet fantôme qu'il n'y a de femmes » (7), déplorait-elle. Au lendemain de la défaite écrasante de 1997 face au New Labour de Tony Blair, il s'agissait d'ouvrir le parti aux femmes, aux minorités ethniques et aux jeunes, en réformant notamment la procédure de sélection des candidats. Theresa May lance l'initiative Women in Public Life destinée à favoriser la parité lors de la constitution des listes (8).

À ce titre, May apparaît comme le symbole d'un nouveau féminisme conservateur. Un statut qu'elle revendique avec humour lorsqu'elle pose aux côtés d'autres femmes politiques en tee-shirt portant l'inscription : « Voilà à quoi ressemble une féministe » (9). C'est d'ailleurs ce qui la différencie, une fois de plus, de Margaret Thatcher. Bien qu'elle ait été la première femme britannique à diriger le gouvernement, cette dernière était peu intéressée par la cause des femmes et ne s'entourait que d'hommes. Comme l'explique une proche de Theresa May : « Thatcher était une "femme à hommes". C'est la clé de son succès. Elle aimait les hommes ; elle aimait les hommes bien plus que les femmes. Et je ne pense pas que ce soit le cas de Theresa » (10).

Pour autant, Theresa May s'est toujours opposée à l'idée de quotas ou de listes de candidatures entièrement féminines, comme la pratiquent les travaillistes avec leurs All-Women Shortlists. Son désir de modernisation va au-

delà des femmes et s'étend à toutes les catégories sociales que le parti conservateur peine à représenter, y compris les minorités ethniques.

En 2002, le nouveau leader tory Iain Duncan Smith lui offre le poste très convoité de « chairman » à qui revient la lourde responsabilité d'organiser l'appareil partisan. Theresa May devient la première femme à occuper cette fonction. On comprend que cette nomination vise surtout à envoyer un signal à tous ceux qui considéraient encore le parti comme un club masculin très fermé. L'explication fournie par Duncan Smith lui-même conforte cette thèse, lorsqu'il déclare avoir nommé May à ce poste « pas seulement pour ses pantalons en cuir, même si ça a compté » (11). Elle saisit l'occasion du congrès d'octobre 2002 pour imprimer sa marque modernisatrice et prononcer un discours qui va laisser des traces : celui du « nasty party » (le « méchant parti »). « Il y a beaucoup à faire dans ce parti qui est le nôtre, déclare-t-elle, notre base est trop étroite et parfois nos soutiens aussi. Vous savez comment certaines personnes nous appellent : le méchant parti. (...) Nous devons atteindre tous les secteurs de notre société. Je veux que nous soyons le parti qui représente toute la Grande-Bretagne et pas simplement un lieu mythique qu'on appelle "l'Angleterre moyenne" ("Middle England"). La vérité, c'est que notre pays s'est beaucoup diversifié et que notre parti est resté le même. » Theresa May devient alors la figure de proue d'une aile modernisatrice à laquelle elle ne s'est pourtant jamais officiellement ralliée et s'attire les foudres de la droite du parti implicitement visée par ses propos.

Elle poursuit son combat pour la représentation féminine au sein de l'organisation Women2Win qui rassemble des femmes conservatrices (12). Mais c'est l'élection de David Cameron à la tête du parti, en décembre 2005, qui lui permet enfin d'appliquer ses idées. Elle sera à l'origine de la fameuse « A-list » qui oblige les sections locales à présélectionner leurs candidats à partir d'une liste composée de 50 % de femmes et de personnalités issues de l'immigration (13). Dans la même veine modernisatrice, elle défend le programme de Cameron autour de la « Big Society » (14) et, tout particulièrement, le projet de ces « free schools » inspirées du modèle suédois qui offrent la possibilité à des associations de parents ou d'enseignants de gérer leurs propres écoles de manière entièrement autonome mais avec l'aide financière de l'État.

Une lutte obsessionnelle contre l'immigration

Le bilan modernisateur de Theresa May en a fait pendant plusieurs années l'égérie de l'aile modérée du parti. Pourtant, elle se distingue avant tout par son pragmatisme. Sur les questions morales et sociétales, elle n'affiche pas de ligne cohérente, écartelée sans doute entre ses valeurs chrétiennes et son adaptabilité aux changements. Ainsi avait-elle voté en 2000 contre l'abrogation de la très controversée section 28, un amendement interdisant de promouvoir dans les écoles l'homosexualité en tant que prétendue relation familiale. Puis elle change d'avis en se prononçant, deux ans plus tard, en faveur de l'adoption par les couples homosexuels. C'est son combat pour la représentation des femmes qui incite tout naturellement David Cameron, devenu premier ministre en mai 2010, à la nommer ministre des Femmes et des Égalités.

C'est beaucoup moins naturellement, en revanche, qu'il lui confie les rênes du ministère de l'Intérieur. Le choix, pour ce portefeuille, d'une conservatrice réputée très libérale sur le plan sociétal et moral décontenance la classe politique. Les critiques ne tardent pas à fuser, comme ce jugement très sévère émis par cet éditorialiste du Telegraph : « May est une zone sinistrée à elle toute seule, une bombe à retardement d'incompétence qui attend juste d'exploser dans l'un des ministères d'État les plus sensibles » (15). On lui donne alors quelques mois seulement à ce poste ; elle y restera six ans, battant le record de longévité de ses prédécesseurs.

Dès les premiers mois, Theresa May imprime sa marque, en annonçant par exemple la diminution des arrestations et des perquisitions systématiques, au risque de se mettre à dos les forces de police qui devront, elles aussi, subir de plein fouet les coupes budgétaires sévères que la coalition gouvernementale s'apprête à décider. Elle élabore également une série de mesures qui détricotent la législation des gouvernements travaillistes de Tony Blair et de Gordon Brown en matière de surveillance, de bases de données et de carte d'identité nationale. Elle ne tarde pas

non plus à dévoiler son objectif prioritaire : la lutte contre l'immigration. Alors que le nombre d'arrivants ne cesse de croître (177 000 en 2012, 209 000 en 2013 et 318 000 en 2014), elle consacrera désormais tous ses efforts - assure-t-elle - à limiter l'entrée sur le territoire britannique à « une dizaine de milliers » de personnes par an. L'immigration est l'enjeu central sur lequel les Britanniques attendent des résultats concrets. Son combat va tourner à l'obsession.

Dès 2014, Theresa May s'illustre par des déclarations fracassantes qui culminent avec le discours au congrès du parti conservateur de 2015 - un discours que certains de ses propres partisans décriront comme « horrible, laid, trompeur, cynique et irresponsable » (16). Devant une assemblée médusée, elle affirme que la Grande-Bretagne n'est pas une terre d'immigration, dénonce la menace que font peser les immigrés sur les services publics britanniques et préconise d'interdire aux demandeurs d'asile pénétrant sur le territoire illégalement de s'y installer de façon permanente (17). Un député la comparera à un « Enoch Powell en robe » (18), du nom du député conservateur qui, en 1968, avait prononcé un virulent discours anti-immigration devenu tristement célèbre dans l'histoire du parti. Son intervention d'octobre 2015 marque un tournant : d'une position autoritaire et sécuritaire, Theresa May bascule dans un propos qui confine à un populisme aux relents xénophobes.

Mais cette nouvelle posture réjouit ses électeurs. Son engagement dans la lutte contre l'immigration se double d'un bilan jugé positif. Il révèle le visage d'une ministre déterminée à déployer tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité de son pays, sans pour autant tomber dans les excès de ses prédécesseurs travaillistes en matière de surveillance et de contrôle d'identité qu'elle perçoit comme le signe d'un État intrusif et comme une entrave à la liberté individuelle contraire aux valeurs conservatrices (19). Les émeutes urbaines d'août 2011, suite à la mort d'un jeune Noir, Mark Duggan, tué par des policiers, l'avaient prise de court : elle avait d'abord envisagé l'utilisation par les forces de l'ordre de canons à eau avant de se raviser, laissant paraître cette indécision qui lui sera tant reprochée. Mais, l'année suivante, les Jeux olympiques de 2012, à Londres, lui offrent l'occasion de rectifier le tir et de montrer son efficacité en déployant 3 500 militaires supplémentaires pour assurer la sécurité de la capitale (20).

Elle n'hésite pas non plus, en octobre 2012, à s'opposer à l'allié américain lorsque les États-Unis réclament l'extradition de Gary McKinnon, un hacker atteint du syndrome d'Asperger et accusé d'avoir piraté le système informatique du Pentagone. En juillet 2013, elle négocie l'extradition du prédicateur islamiste Abu Qatada vers la Jordanie. Ses prédécesseurs s'étaient tous heurtés au refus de la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci estimait qu'une telle expulsion exposerait l'intéressé à une violation de son droit à un procès équitable, en raison du possible usage de preuves obtenues sous la torture. May y parvient au terme d'âpres négociations, ce qui accroît considérablement sa cote de popularité auprès des Britanniques. Elle saisit alors cette occasion pour partir en guerre contre la Cour européenne des droits de l'homme, réitérant au passage son intention d'abroger le « Human Rights Act » de 1998, lequel prévoit l'intégration dans l'ordre juridique interne de la Convention européenne des droits de l'homme. Pour May, qui déclare dans un discours du 25 avril 2016 que « la CEDH lie les mains du Parlement, n'ajoute rien à notre prospérité, fragilise notre sécurité en empêchant l'expulsion de dangereux ressortissants étrangers et n'apporte aucun changement à l'attitude de certains gouvernements comme la Russie en matière de droits de l'homme », la Cour européenne n'est rien d'autre qu'une juridiction « étrangère » s'ingérant dans la vie démocratique d'un État souverain et dans sa législation nationale (21).

À la tête du ministère de l'Intérieur, Theresa May exerce un leadership bien à elle qui autorise à nouveau la comparaison avec la Dame de fer. C'est « Margaret Thatcher sans le sens de l'humour » (22). May affiche un professionnalisme glacé, un sens de la méthode aigu et une attention particulière aux détails. Elle apparaît comme une « control freak », une obsédée du contrôle qui jamais ne délègue ni ne transige. L'un de ceux qui la connaissent bien, Danny Finkelstein, lord conservateur et éditorialiste au Times, dira d'elle : « Ce n'est pas une négociatrice. Elle prendra position sur un sujet et vous la soutiendrez ; mais ne vous attendez pas à ce qu'elle vous apporte son soutien sur un autre sujet. Elle passera à autre chose. D'où sa réputation de jouer cavalier seul et d'être dure dans ce qu'elle entreprend » (23). Pour autant, Theresa May ne fonctionne pas à l'instinct. Elle affiche toujours un calme et une maîtrise de soi aux antipodes de la colère cinglante qui caractérisait le style de Margaret Thatcher. À l'inverse

de David Cameron, elle ne s'appuie pas sur des réseaux d'amitié et méprise cette « copinocratie » (« chumocracy ») de Notting Hill propre aux sphères dirigeantes. Pendant ses six années au pouvoir, elle affichera pourtant envers Cameron une loyauté sans faille, même au prix d'un soutien au maintien du pays dans l'Union européenne auquel elle finit par se rallier du bout des lèvres.

Son image de modernisatrice l'avait associée à l'aile libérale du parti. Son passage au ministère de l'Intérieur l'assimile désormais à l'aile droite, autoritaire, voire populiste. Theresa May entretient le mystère pour jouer sur cette synthèse. En réalité, c'est plus sa loyauté envers le gouvernement et son programme électoral - qui faisait de la lutte contre l'immigration une priorité absolue - qui expliquent la détermination de May en la matière qu'une conviction personnelle et intime (24).

Une ascension accélérée

L'élection de Theresa May à la tête du parti conservateur pourrait faire l'objet d'un feuilleton à multiples rebondissements. La démission de David Cameron au lendemain du référendum du 23 juin 2016 lance dans la course une série de candidats dont la plupart vont se retirer au gré d'une procédure émaillée de coups bas et digne des meilleures fictions politiques. Au coeur de cette saga : la trahison du ministre de la Justice, Michael Gove, qui veut barrer la route à celui qui se considérait comme son ami, l'ancien maire de Londres, Boris Johnson, qu'il juge incompetent. C'est dans ce contexte très tendu qu'émerge Theresa May à la tête du parti, « seule adulte au milieu de ces enfantillages », diront certains. Après le retrait de Johnson, elle arrive en tête dès le premier tour avec 165 voix sur 330 députés conservateurs siégeant à la Chambre des communes, soit 50 % (contre Andrea Leadsom, Michael Gove, Stephen Crabb et Liam Fox) puis remporte 199 voix au second tour face à Leadsom et à Gove qui est éliminé (25). La réputation de Judas et de Brutus qui lui colle à la peau sur les réseaux sociaux lui aura été fatale. Après l'avoir attaquée sur le fait de ne pas avoir d'enfants, Leadsom se retire à son tour. Seule candidate en lice, May n'est donc élue que par les députés et se soustrait au vote des militants, devenu inutile. Cette onction symbolique lui aurait pourtant conféré la légitimité nécessaire pour mettre en oeuvre ce qui est sans doute la mesure la plus importante de ces cinquante dernières années.

Installée au 10, Downing Street, elle s'appuie sur la même équipe de conseillers que celle qui travaillait pour elle au ministère de l'Intérieur. À la barre on retrouve deux personnalités habituées à collaborer et qui se partagent le poste de chef de cabinet : d'un côté, Fiona Hill, ancienne journaliste au Scotsman, au tempérament volcanique, à qui l'on doit la loi de 2015 contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains (26) ; de l'autre, Nick Timothy, fils d'ouvrier sidérurgiste du nord de l'Angleterre, représentant de ces cols bleus conservateurs un temps séduits par le parti travailliste et aujourd'hui attirés par le message du UKIP. Nick Timothy, qui arbore une barbe impressionnante et que des mauvaises langues surnomment le « cerveau de Theresa May » (27), occupe une place de choix dans l'environnement idéologique du premier ministre. C'est lui qui est à l'origine du discours d'investiture de Mme May dédié à ces working-class Tories qu'a négligés l'élite de Notting Hill - celle-là même dont Cameron et Osborne sont l'émanation. Et c'est bien à ces oubliés qu'elle s'adresse lorsqu'elle s'exclame : « Si vous venez d'une famille d'ouvriers ordinaire, la vie est plus dure que beaucoup de gens à Westminster n'en ont conscience. (...) Si vous venez d'une de ces familles, si vous vous en sortez à peine, alors c'est à vous que je m'adresse directement : le gouvernement que je dirigerai servira les intérêts non pas d'une minorité de privilégiés, mais les vôtres » (28).

À la source du modèle qui inspire Theresa May et son conseiller réside une figure de premier plan à laquelle Timothy a consacré une biographie : Joseph Chamberlain, surnommé « our Joe », maire libéral de Birmingham à la fin du XIXe siècle mais très influent chez les Tories, réformateur social et grand défenseur des classes ouvrières. Chamberlain était aussi un protectionniste et un impérialiste dont la vision géopolitique d'une fédération impériale semble influencer l'équipe au pouvoir.

Nick Timothy a sans doute joué un rôle dans le positionnement que Theresa May a adopté ponctuellement face aux excès du système bancaire et à la dépendance accrue du pays vis-à-vis du secteur financier. Elle a, en tout cas,

placé ses pas dans ceux de son mentor lorsqu'elle a plaidé pour un capitalisme plus éthique et plus responsable dans un discours prononcé en juillet 2016 à Birmingham, sur les terres de Joe Chamberlain. Timothy est également à l'origine de la campagne menée par Theresa May pour le retour des grammar schools, ces écoles publiques sélectives qui symbolisent la méritocratie dont tous deux sont les produits. Un débat qui ne cesse de diviser la classe politique, en particulier les conservateurs, depuis 1998, date à laquelle le gouvernement travailliste a interdit de construire de nouvelles grammar schools. Pour ce parti, elles étaient synonymes d'un élitisme contraire aux principes égalitaires du système éducatif des comprehensive schools - le même type d'école pour tous - qu'il avait introduites dans les années 1960.

En juillet 2016, la formation d'un gouvernement du « Brexit » est marquée par la nomination de quatre eurosceptiques convaincus : David Davis, chargé de négocier le retrait de l'UE ; Boris Johnson aux Affaires étrangères ; Liam Fox au Commerce international ; et Michael Fallon à la Défense. Theresa May avait refusé à Johnson le poste de chancelier de l'Échiquier mais, émue par le coup asséné par Gove, elle lui offre finalement les Affaires étrangères, persuadée que son sens de la communication et son talent relationnel en feront l'ambassadeur idéal d'un État qui va devoir se réinventer sur la scène internationale. Le geste a surpris mais, pour les spécialistes, la stratégie est habile : soit Johnson réussit et tout le mérite en reviendra à May ; soit il échoue et il en sera personnellement tenu pour responsable (29). Par surcroît, de nombreux conservateurs sont convaincus que nul autre que Johnson, derrière son inconsistance et son apparente désinvolture, n'a une connaissance plus intime de la réalité du pays, avec toutes ses contradictions et ses zones d'ombre. Avec son profond attachement aux traditions et à l'histoire, sa fulgurante modernité, son multiculturalisme, son excentricité, Boris Johnson, l'homme aux multiples réseaux, le biographe de Churchill et l'auteur de *Une autre histoire de Londres*, est pour beaucoup l'incarnation des multiples facettes du Royaume-Uni, et tout particulièrement de l'Angleterre.

Du Brexit « dur » à l'« Anglosphère »

Force est de constater que le ralliement de Theresa May au maintien du pays dans l'Union européenne est loin d'avoir été enthousiaste. Le conseiller de Cameron, Craig Oliver, l'avait même surnommée « le sous-marin May » en référence aux refus successifs essuyés par le premier ministre Cameron lorsqu'il demandait à sa ministre de l'Intérieur de s'impliquer davantage dans la campagne anti-Brexit (30). Notons, à cet égard, que presque tout l'entourage de May - dont on a évoqué la très forte influence sur l'actuelle premier ministre, notamment Nick Timothy et Stephen Parkinson, un autre de ses conseillers à Downing Street - a soutenu le Brexit, voire milité ouvertement en faveur du « leave », le retrait de l'Union (31).

L'attitude de May reste également imprégnée par un agenda ultra-sécuritaire qui ne la quitte plus depuis le discours très critiqué d'octobre 2015. Concédant du bout de lèvres que la sécurité nationale était mieux assurée lorsque les États s'associaient pour lutter contre le terrorisme (32), la ministre de l'Intérieur a eu toutes les peines du monde à vanter les mérites du marché unique et de la libre circulation alors que, parallèlement, elle s'évertuait à vouloir réduire l'immigration. Selon le journaliste Tim Shipman, certaines prises de position ambiguës de Cameron pendant la campagne référendaire, qui ont fait douter de la sincérité de son engagement en faveur du maintien de son pays dans l'Union, portent la marque très personnelle de Theresa May. Pour le chancelier de l'Échiquier George Osborne ou l'ancien ministre Kenneth Clarke, cette insistance disproportionnée sur l'immigration provient directement de la ministre de l'Intérieur. Selon ces deux pro-européens, Cameron aurait dû mieux la maîtriser et l'empêcher de vouloir ériger des barrières à tout prix, y compris contre la venue d'étudiants brillants désireux de parfaire leurs connaissances au Royaume-Uni (33). L'influence de May n'est pourtant pas dépourvue de contradictions. Ainsi, la décision de mettre un terme au « frein d'urgence » en matière d'immigration (34) aurait, paradoxalement, émané de May elle-même alors que c'est elle qui l'avait défendu bec et ongles. Après avoir adressé deux lettres à Cameron l'exhortant à soutenir cette mesure, elle aurait fait machine arrière quand le premier ministre eut annoncé à ses ministres qu'Angela Merkel s'y opposerait et qu'il ne pouvait pas se permettre de se mettre les Allemands à dos (35).

Le verdict du Brexit lui a offert l'occasion de vaincre ses démons intérieurs et d'adopter une ligne enfin claire. Elle l'a présentée lors du discours de janvier 2017, avant le début de la procédure législative devant mener à l'activation de l'article 50 du traité de Lisbonne. Le choix d'un Brexit dur, bien que surprenant si l'on se souvient des débats autour du maintien dans le marché unique au sein même du camp eurosceptique, est, en réalité, en parfaite adéquation avec le bilan de ses six années passées au ministère de l'Intérieur. Il explique même l'intransigeance dont elle fait preuve, notamment face au statut des ressortissants de l'Union européenne installés au Royaume-Uni. Il explique aussi le rejet de tous les autres amendements introduits en février 2017 : la possibilité d'un second référendum ; un droit de veto accordé aux députés sur les accords à venir ; la protection des salariés ; ou encore la nécessité de donner plus de voix à l'Écosse, au pays de Galles et à l'Irlande du Nord (36). Si elle parvient à passer outre l'amendement voté par les Lords sur le statut des ressortissants européens, en partant du principe qu'il sera annulé par les députés (37), Theresa May aura alors les mains libres. Elle pourra s'engager sur une voie qui satisfait l'aile eurosceptique du parti, pourtant minoritaire face à toutes les forces en présence à Westminster : les travaillistes, les libéraux-démocrates et les nationalistes écossais dont la grande majorité a soutenu le remain (38).

En 2013, Cameron avait annoncé qu'il n'aurait pas de plan B en cas d'échec au référendum. On lui avait largement reproché son manque d'anticipation, voire sa suffisance. Dans le contexte post-Brexit, il est facile de lire dans la vision géopolitique de May le pragmatisme et l'improvisation du précédent gouvernement dont elle a fait partie. Pour autant, on voit aussi se dessiner les contours d'une politique plus cohérente qu'il n'y paraît. Le premier scénario est celui d'une « Anglosphère » dont le modèle émerge chez les conservateurs dès le milieu des années 1990. Cette entité regrouperait tous les pays anglophones - de l'Inde aux États-Unis, de la Nouvelle-Zélande aux Caraïbes - qui entretiennent avec le Royaume-Uni des liens culturels et historiques et qui partagent un même système juridique et des intérêts commerciaux communs (39). La rencontre avec le nouveau président américain, Donald Trump, si surprenante qu'elle ait pu paraître, s'inscrit dans ce cadre. On serait tenté d'y déceler l'esquisse d'un second scénario : la victoire en filigrane du modèle préconisé par Joseph Chamberlain, le héros de Nick Timothy, de fédération impériale fondée sur le traitement préférentiel de la production coloniale, dans sa version hyper-globaliste adaptée à la période actuelle. À la fin du XIXe siècle, il s'agissait alors de transformer l'Empire britannique, dont le devenir était très fragile, en un État fédéral favorisant les échanges commerciaux entre ses membres mais imposant des droits de douane aux pays extérieurs. L'idée échoue à cause du déclenchement de la Première Guerre mondiale, mais elle inspirera le projet, émanant de la loi de 1931, de Commonwealth des nations, qui réunit les anciens dominions et les colonies. Si ce modèle, daté et inadapté au contexte actuel, ne constitue pas une source d'inspiration crédible, il n'en donne pas moins à la vision géopolitique de May une cohérence et un alibi pour chercher à privilégier les liens avec les pays anglophones et ceux du Commonwealth. Theresa May était « à la recherche d'une vision mondiale. Nick Timothy lui en a fourni une » (40).

Mais Chamberlain était aussi le chantre d'une union entre les quatre nations du Royaume-Uni (l'Angleterre, l'Écosse, le pays de Galles et à l'époque l'Irlande) cimentée par le Parlement de Westminster. Or son modèle est aujourd'hui inadapté à la réforme qui, en 1999, a doté l'Écosse et le pays de Galles d'assemblées régionales aux pouvoirs dits « dévolus ». Le premier ministre, Theresa May, qui gouverne actuellement presque sans opposition face à un parti travailliste tiraillé entre un leader, Jeremy Corbyn, porté par la base populaire, et des députés qui lui sont hostiles, ne pourra pas faire abstraction très longtemps du mécontentement qui gronde en Écosse depuis que 62 % des Écossais ont voté contre le Brexit. Le Parlement britannique a finalement adopté le projet de loi sur le Brexit qui a reçu le consentement royal le 16 mars 2017. Le 29 mars, Theresa May a officiellement notifié au Conseil européen l'activation de l'article 50 du traité de Lisbonne, ce qui ne signifie pas pour autant que les négociations commerciales avec les autres pays commenceront dans la foulée. Il lui faut en priorité tenter d'apaiser le mécontentement écossais, ce qui ne sera pas chose facile. Mais, étonnamment, Theresa May a choisi, là encore, de balayer les obstacles d'un revers de la main...

(1) Rosa Prince, Theresa May. *The Enigmatic Prime Minister*, Londres, Biteback Publishing, 2017, p. 95.

(2) Rosa Prince, *ibid.*, p. 124.

- (3) Rosa Prince, *ibid.*, p. 98.
- (4) Rosa Prince, *ibid.*, p. 100.
- (5) Melissa Kite, « May rekindles row over Carlton Club », *The Times*, 24 avril 2001.
- (6) Le couple May s'installe alors dans un petit village de la circonscription, Sonning, devenu le haut lieu de la jet-set depuis que l'acteur George Clooney et son épouse Amal y ont acheté une demeure.
- (7) Virginia Blackburn, *Theresa May. The Downing Street Revolution*, Londres, John Blake, 2016, p. 174.
- (8) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 109.
- (9) Virginia Blackburn, *ibid.*, p. 178.
- (10) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 90.
- (11) Tim Bale, *The Conservative Party. From Thatcher to Cameron*, 2e édition, Cambridge, Polity, 2016, p. 147.
- (12) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 173.
- (13) Cette liste a surtout été utilisée pour les élections de 2010. Elle a été officiellement abandonnée en 2015.
- (14) Agnès Alexandre-Collier, *Les Habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britanniques (1990-2010)*, Presses de Sciences Po, 2010.
- (15) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 210.
- (16) James Kirkup, « Theresa May's immigration speech is dangerous and factually wrong », *The Telegraph*, 6 octobre 2015
- (17) Discours de Theresa May, Congrès du parti conservateur, Manchester, 6 octobre 2015
- (18) Ministre du gouvernement Macmillan au début des années 1960, Enoch Powell prononça en 1968 le discours dit des « fleuves de sang » dans lequel il dénonçait avec virulence l'immigration en provenance des pays du Commonwealth. Powell sera renvoyé du Cabinet fantôme puis quittera le Parti conservateur en 1974 pour rejoindre le Parti unioniste d'Ulster.
- (19) Sur la critique du « Big Government » souvent adressée aux gouvernements Blair et Brown, voir Florence Faucher-King et Patrick Le Galès, *Les Gouvernements New Labour. Le bilan de Tony Blair et Gordon Brown*, Presses de Sciences Po, 2010.
- (20) « Olympics security not compromised, Theresa May says », *BBC*, 12 juillet 2012
- (21) Pour plus de détails sur le sujet, voir : Brice Laniyan, « L'activisme de la Cour européenne des droits de l'homme et le Royaume-Uni », blog de droit constitutionnel de l'ISJPS, 17 janvier 2017 [<https://www.univ-paris1.fr/unites-de-recherche/isjps/blog-de-lisjps/blog-de-droit-constitutionnel/>]
- (22) Tim Shipman, *All Out War. The full story of how Brexit sank Britain's political class*, Londres, William

Collins, 2016, p. 550.

(23) Tim Shipman, *ibid.*, p. 545.

(24) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 260.

(25) Aux premiers tours de l'élection du leader conservateur, ce sont les députés qui votent parmi plusieurs candidats, lesquels sont éliminés au fur et à mesure jusqu'à ce qu'il n'en reste que deux. Depuis la réforme de 1998, ce sont les adhérents qui départagent les deux derniers candidats, grâce à un vote postal. Dans ce cas précis, Theresa May est restée seule candidate en lice et n'a donc pas été soumise au vote des adhérents.

(26) La loi contre l'esclavage moderne (Modern Slavery Act) de 2015 prévoit le renforcement des peines liées à la traite et à l'esclavage, notamment l'ajout d'une peine d'emprisonnement à vie et la création d'une commission dédiée à la protection des victimes. Pour plus de détails, voir : « Une loi anti-esclavage en Grande Bretagne », *Le Figaro*, 5 mars 2015, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/03/04/97001-20150304FILWWW00436-un-loi-anti-esclavage-en-grande-bretagne.php>

(27) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 213.

(28) Discours de Theresa May, 10 Downing Street, 13 juillet 2016

(29) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 238.

(30) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 326.

(31) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 214-215.

(32) Tim Shipman, *op. cit.*, p. 129.

(33) Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10. The Inside Story 2010-2015*, Londres, William Collins, 2015, p. 458.

(34) Dispositif qui permettrait d'activer un frein d'urgence pour stopper l'immigration en cas d'afflux massif.

(35) Tim Shipman, *op. cit.*, p. 18.

(36) Rob Merrick, « Brexit Bill : Theresa May gets her way over hard Brexit as Corby hit by key resignation », *The Independent*, 8 février 2017,

(37) La procédure législative fonctionne selon un système de va-et-vient entre les deux. La Chambre des Lords ayant juste le pouvoir de repousser un projet de loi mais pas de le rejeter, les amendements votés par les Lords peuvent être ensuite renversés par les députés.

Gordon Rayner, Christopher Hope et Kate McCann, « Theresa May plans to trigger Brexit in two weeks despite defeat by "posturing" Lords over rights of EU citizens », *The Telegraph*, 2 mars 2017

(38) À la Chambre des communes, 60 % de tous les députés ont déclaré avoir voté pour le maintien du pays lors du référendum, à l'inverse des électeurs qui se sont prononcés à 51,9 % pour le retrait.

(39) Ben Wellings, « Euroscepticism and the Anglosphere : Traditions and Dilemmas in Contemporary English

Nationalism », *Journal of Common Market Studies*, vol. 53, 2015, p. 123-139.

(40) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 185.

Notes de :

- (1) Rosa Prince, *Theresa May. The Enigmatic Prime Minister*, Londres, Biteback Publishing, 2017, p. 95.
- (2) Rosa Prince, *ibid.*, p. 124.
- (3) Rosa Prince, *ibid.*, p. 98.
- (4) Rosa Prince, *ibid.*, p. 100.
- (5) Melissa Kite, « May rekindles row over Carlton Club », *The Times*, 24 avril 2001.
- (6) Le couple May s'installe alors dans un petit village de la circonscription, Sonning, devenu le haut lieu de la jet-set depuis que l'acteur George Clooney et son épouse Amal y ont acheté une demeure.
- (7) Virginia Blackburn, *Theresa May. The Downing Street Revolution*, Londres, John Blake, 2016, p. 174.
- (8) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 109.
- (9) Virginia Blackburn, *ibid.*, p. 178.
- (10) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 90.
- (11) Tim Bale, *The Conservative Party. From Thatcher to Cameron*, 2e édition, Cambridge, Polity, 2016, p. 147.
- (12) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 173.
- (13) Cette liste a surtout été utilisée pour les élections de 2010. Elle a été officiellement abandonnée en 2015.
- (14) Agnès Alexandre-Collier, *Les Habits neufs de David Cameron. Les conservateurs britanniques (1990-2010)*, Presses de Sciences Po, 2010.
- (15) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 210.
- (16) James Kirkup, « Theresa May's immigration speech is dangerous and factually wrong », *The Telegraph*, 6 octobre 2015
- (17) Discours de Theresa May, Congrès du parti conservateur, Manchester, 6 octobre 2015

- (18) Ministre du gouvernement Macmillan au début des années 1960, Enoch Powell prononça en 1968 le discours dit des « fleuves de sang » dans lequel il dénonçait avec virulence l'immigration en provenance des pays du Commonwealth. Powell sera renvoyé du Cabinet fantôme puis quittera le Parti conservateur en 1974 pour rejoindre le Parti unioniste d'Ulster.
- (19) Sur la critique du « Big Government » souvent adressée aux gouvernements Blair et Brown, voir Florence Faucher-King et Patrick Le Galès, *Les Gouvernements New Labour. Le bilan de Tony Blair et Gordon Brown*, Presses de Sciences Po, 2010.
- (20) « Olympics security not compromised, Theresa May says », BBC, 12 juillet 2012
- (21) Pour plus de détails sur le sujet, voir : Brice Laniyan, « L'activisme de la Cour européenne des droits de l'homme et le Royaume-Uni », blog de droit constitutionnel de l'ISJPS, 17 janvier 2017 [<https://www.univ-paris1.fr/unites-de-recherche/isjps/blog-de-lisjps/blog-de-droit-constitutionnel/>]
- (22) Tim Shipman, *All Out War. The full story of how Brexit sank Britain's political class*, Londres, William Collins, 2016, p. 550.
- (23) Tim Shipman, *ibid.*, p. 545.
- (24) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 260.
- (25) Aux premiers tours de l'élection du leader conservateur, ce sont les députés qui votent parmi plusieurs candidats, lesquels sont éliminés au fur et à mesure jusqu'à ce qu'il n'en reste que deux. Depuis la réforme de 1998, ce sont les adhérents qui départagent les deux derniers candidats, grâce à un vote postal. Dans ce cas précis, Theresa May est restée seule candidate en lice et n'a donc pas été soumise au vote des adhérents.
- (26) La loi contre l'esclavage moderne (Modern Slavery Act) de 2015 prévoit le renforcement des peines liées à la traite et à l'esclavage, notamment l'ajout d'une peine d'emprisonnement à vie et la création d'une commission dédiée à la protection des victimes. Pour plus de détails, voir : « Une loi anti-esclavage en Grande Bretagne », *Le Figaro*, 5 mars 2015, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/03/04/97001-20150304FILWWW00436-un-loi-anti-esclavage-en-grande-bretagne.php>
- (27) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 213.
- (28) Discours de Theresa May, 10 Downing Street, 13 juillet 2016
- (29) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 238.
- (30) Rosa Prince, *op. cit.*, p. 326.
- (31) Virginia Blackburn, *op. cit.*, p. 214-215.
- (32) Tim Shipman, *op. cit.*, p. 129.
- (33) Anthony Seldon et Peter Snowdon, *Cameron at 10. The Inside Story 2010-2015*, Londres, William Collins, 2015, p. 458.
- (34) Dispositif qui permettrait d'activer un frein d'urgence pour stopper l'immigration en cas d'afflux massif.

(35) Tim Shipman, op. cit., p. 18.

(36) Rob Merrick, « Brexit Bill : Theresa May gets her way over hard Brexit as Corby hit by key resignation », The Independent, 8 février 2017,

(37) La procédure législative fonctionne selon un système de va-et-vient entre les deux. La Chambre des Lords ayant juste le pouvoir de repousser un projet de loi mais pas de le rejeter, les amendements votés par les Lords peuvent être ensuite renversés par les députés.

Gordon Rayner, Christopher Hope et Kate McCann, « Theresa May plans to trigger Brexit in two weeks despite defeat by "posturing" Lords over rights of EU citizens », The Telegraph, 2 mars 2017

(38) À la Chambre des communes, 60 % de tous les députés ont déclaré avoir voté pour le maintien du pays lors du référendum, à l'inverse des électeurs qui se sont prononcés à 51,9 % pour le retrait.

(39) Ben Wellings, « Euroscepticism and the Anglosphere : Traditions and Dilemmas in Contemporary English Nationalism », Journal of Common Market Studies, vol. 53, 2015, p. 123-139.

(40) Rosa Prince, op. cit., p. 185.

Politique Internationale, la plus influente revue francophone du monde consacrée aux questions internationales dans laquelle s'expriment les Chefs d'Etat et de gouvernement, les leaders politiques et les experts de renom.
11, rue du Bois de Boulogne F - 75116 Paris - Tél.: ++ 33 (0) 1.45.00.15.26 - Fax: ++ 33 (0) 1.45.00.16.87

Copyright © Politique Internationale 2002 - 2005
Tous droits réservés.